

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



86/51

Allocution à la Chambre des
communes du secrétaire
d'Etat aux Affaires
extérieures, le très
honorabile Joe Clark,
sur le discours du trône

OTTAWA

Le 6 octobre 1986

Monsieur le Président,

C'est un privilège pour moi de participer au débat sur le discours du trône, de discuter de certaines des initiatives que le gouvernement a prises pendant les deux premières années de son mandat dans le domaine des affaires internationales et d'examiner certains des défis qui nous attendent.

L'une des réformes apportées par le gouvernement a justement consisté à ouvrir le débat sur sa politique étrangère. À neuf reprises depuis deux ans, mes collègues et moi-même avons fait des déclarations ministérielles qui ont donné au Parlement l'occasion de discuter de questions internationales, ce que nos prédécesseurs avaient négligé de faire pendant les quatre années qui ont précédé notre arrivée au pouvoir. Nous avons innové en donnant à un comité mixte formé de représentants des deux Chambres la possibilité d'inviter des citoyens canadiens à exprimer leurs attentes et leurs opinions quant au rôle que nous devrions jouer dans le monde. Les règles parlementaires ne m'obligent pas à commenter formellement le rapport du comité mais, pour me conformer à l'esprit de notre démocratie parlementaire, j'entends le faire dans les semaines qui viennent.

Nous croyons en effet que l'une des grandes ressources inexploitées de la politique étrangère canadienne réside dans l'intérêt, la compétence et les préoccupations des citoyens canadiens, qui souhaitent participer à la construction d'un monde meilleur. Le Canada est un pays cosmopolite comme nous pouvons le constater ici même; le président de la Chambre est originaire de Yokahama et l'un de ses adjoints est né tout près de Cracovie. En fait, un citoyen canadien sur sept a des racines familiales en Europe de l'Est, et un tiers au moins des Canadiens ne sont de souche ni française ni anglo-saxonne.

Cette diversité d'origines nous offre donc des perspectives et des possibilités inaccessibles à d'autres nations plus monolithiques.

Les Canadiens ont une tradition humaniste. Il suffit pour s'en convaincre de songer à nos missionnaires, à nos marchands, au petit contingent de travailleurs canadiens dans le domaine de l'aide et du développement, à nos gens d'affaires, bâtissant écoles, barrages et routes, disséminant notre technologie sur tous les continents, et à nos soldats, qui après avoir combattu pour la liberté servent maintenant la paix. Pour ma part, je n'oublierai jamais l'ampleur et la générosité de la réaction des Canadiens pendant la crise des réfugiés de la mer voués à la

mort au large de la Chine. Cette action directe est tout aussi caractéristique de la société canadienne que le sont sa diversité culturelle, son bilinguisme, sa victoire contre un environnement hostile. Le gouvernement a la ferme intention de respecter cette tradition.

Nous avons commencé en prenant des mesures extraordinaires pour faire face à la famine en Afrique. Le gouvernement a agi rapidement et, selon moi, efficacement, mais ce sont les citoyens qui ont ouvert la marche. De même, sur une plus petite échelle, les Canadiens ont réagi promptement aux désastres naturels et aux crises politiques qui ont frappé le Mexique, Haïti et les Philippines. À titre de ministre, je rends hommage aux fonctionnaires qui se dépensent corps et âme lorsque des crises éclatent à l'étranger, et en leur nom, je tiens à remercier les milliers de citoyens canadiens pour la générosité qu'ils manifestent dans de telles circonstances.

Nous prenons actuellement d'autres mesures afin de canaliser cette vocation d'internationalisme constructif qui caractérise les Canadiens. À titre d'exemple, six membres de l'Organisation des jeunes présidents canadiens partiront le 14 novembre pour Manille, où ils travailleront avec des fonctionnaires philippins à l'élaboration de programmes et au recensement des possibilités qui permettront au secteur privé d'autres pays d'aider la présidente Aquino à poursuivre sa grande réforme. Nous mettons également en oeuvre tous les moyens habituels pour aider les Philippines, qui doivent toutefois, avant toute chose, améliorer leur économie afin de gagner la confiance des investisseurs étrangers. Pour les aider à y parvenir, le Canada envoie aux Philippines certains de ses meilleurs éléments.

Nous innovons également au chapitre des voyages officiels. La présence du premier ministre à la réunion du Conseil des gens d'affaires Canada-Chine à Beijing a grandement renforcé l'idée d'une coopération économique entre nos deux pays.

Mes prédécesseurs n'étaient guère enclins à emmener des investisseurs canadiens dans leurs voyages. Moi, ils m'accompagnent partout et, ensemble, nous avons ouvert des possibilités de ventes, d'investissements, de coentreprises et de transferts de technologie - en Inde comme en Uruguay, au Pakistan comme au Caire, en Thaïlande, à Tokyo, dans les Pampas de l'Argentine et partout dans le monde.

Lorsque j'ai eu l'honneur le mois dernier de conduire la délégation canadienne à la réunion ministérielle du GATT, notre équipe se composait non seulement d'excellents fonctionnaires fédéraux, mais aussi de chefs de file des milieux des affaires et de l'économie ainsi que de ministres provinciaux représentant toutes les régions du Canada.

Nous sommes dans la lutte ensemble, et notre gouvernement entend exercer son leadership de manière qu'il soit fait le meilleur usage possible des talents exceptionnels qu'offrent les secteurs privé et public pour faire avancer les intérêts du Canada.

Faute de temps, je ne peux aborder aujourd'hui toutes les questions internationales. Ma collègue, la ministre des Relations extérieures, prendra la parole au cours du débat. J'ai également l'intention de faire le point bientôt devant le Parlement sur la plus importante question à l'ordre du jour international, à savoir le contrôle des armements, et d'obtenir les vues des autres partis à ce sujet. La rencontre préliminaire du président Reagan et du secrétaire Gorbatchev, qui doit avoir lieu à Reykjavik les 11 et 12 octobre, est encourageante et nous espérons qu'elle ouvrira la voie à des accords. Les grandes puissances sont à un point tournant et nous devons par tous les moyens les aider et les encourager à progresser. Le Canada doit cependant continuer à prendre des initiatives et à faire preuve de leadership dans des domaines importants, dont ceux des armes chimiques et de la technologie de la vérification. Je ferai, probablement ce mois-ci, une déclaration dans laquelle je traiterai de ces questions plus en détail.

J'aimerais aborder quatre questions pendant le reste du débat - la réforme des Nations Unies; une attention accrue aux possibilités offertes par le Commonwealth et la Francophonie; la lutte contre les subventions agricoles; et la question des droits de la personne, particulièrement en Afrique du Sud.

Le Canada a toujours fortement appuyé l'action des Nations Unies. Bien que notre population soit seulement la trentième en importance au monde, nous venons au quatrième rang en ce qui concerne les contributions financières au système des Nations Unies. Nous entendons continuer d'assurer à cette organisation un appui actif et ouvert.

C'est précisément pour renforcer l'ONU que nous militons instamment en faveur de réformes. Un groupe de dix-huit experts a remis au Secrétaire général une série de recommandations qui peuvent donner le coup d'envoi aux

réformes administratives qui, à notre avis, sont essentielles à la survie du système onusien. Ces recommandations forment un tout, soigneusement assemblé, qu'il faut prendre garde de défaire. L'ONU doit mettre en oeuvre ces recommandations à la fois pour faire la preuve de son désir sincère de réforme et comme premier pas important vers le changement. L'ambassadeur Lewis et d'autres cherchent à faire l'accord sur l'objectif encore plus capital qui consiste à mettre sur pied un mécanisme efficace de budgétisation et de planification. Ils jouissent en cela de l'appui inconditionnel du gouvernement tout comme, j'en suis sûr, de cette Chambre.

L'Organisation des Nations Unies est la plus importante de nos institutions internationales parce qu'elle peut faire converger vers elle le monde entier. D'autres organisations, à caractère davantage régional, contribuent de plus en plus - et de façon encourageante - à instaurer la coopération entre voisins. Le Canada est tout particulièrement impressionné par les succès que connaît l'ASEAN dans la région du Pacifique et par le travail de plus en plus efficace qu'accomplit en Afrique australe la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC). L'unité et la raison d'être de la Conférence seront mises à rude épreuve dans les mois qui viennent. Le Canada est heureux de fournir environ 100 millions de dollars cette année aux pays membres de la Conférence pour les aider à mettre en place l'infrastructure qui leur permettra d'affirmer leur autonomie vis-à-vis de l'Afrique du Sud. En outre, nous sommes encouragés par l'initiative, prise l'an dernier à Dhaka, de mettre sur pied l'Association pour la coopération régionale en Asie du Sud.

Mais deux de ces associations ont une importance particulière pour le Canada. L'une d'entre elles est le Commonwealth et l'autre, la Francophonie.

Le Canada est à la fois un pays occidental et une économie industrialisée. Mais, en pareille compagnie, nous avons une réputation quelque peu particulière. Notre seule association avec le colonialisme vient du fait que nous avons été jadis une colonie. Il est bien connu que l'intérêt que nous portons au développement et notre respect des différents systèmes sont sincères. Ce sont là des atouts considérables, des atouts dont il ne faut pas se borner à faire grand cas mais qu'il faut appliquer dans la pratique.

Notre gouvernement a délibérément mis en oeuvre des initiatives pour valoriser le Commonwealth. Cette institution est dans une position privilégiée pour franchir les obstacles qui en sont venus à diviser les pays. À

Nassau, et au cours des réunions historiques qu'ils ont eues en août dernier à Londres, le premier ministre et ses collègues ont pu faire du Commonwealth la seule et unique institution qui ait la crédibilité voulue pour rechercher une solution non violente mutuellement convenue en Afrique du Sud. Le Groupe des personnes éminentes a essuyé un refus de la part de Pretoria, mais son action aura permis de tirer le Commonwealth de l'ombre de la nostalgie pour en faire un organisme aux possibilités considérables dans cette ère du post-colonialisme.

La Francophonie a, de son côté, le même potentiel. Les organisations sont différentes parce que, à l'origine, les puissances coloniales étaient différentes, et il en va de même des États membres. En un sens, les sommets de la Francophonie sont le résultat direct des politiques de réconciliation nationale adoptées par le présent gouvernement. Il n'est pas exagéré de dire que c'est à ce dernier que l'on doit la tenue du premier sommet. Les gens en parlaient depuis des années, mais l'idée n'aboutissait pas, essentiellement parce qu'Ottawa et le Québec ne pouvaient s'entendre sur la participation de la province.

Nous sommes passés à l'action. Le premier ministre a annoncé que le prochain Sommet francophone se tiendra à Québec en septembre 1987.

Cet événement d'importance réunira une trentaine de chefs d'État ou de gouvernement dans cette vieille ville du Canada pour discuter de sujets allant de la politique et de l'économie au développement et à la coopération. Durant ces quelques jours, le monde francophone aura les yeux rivés sur le Québec et sur le Canada.

Je veux toucher quelques mots de l'agriculture, non pas simplement parce qu'il s'agit d'un secteur important mais parce que les succès que nous y connaissons montrent que, même dans ce monde hautement complexe, la détermination peut porter fruit.

La menace la plus grave à laquelle doivent faire face nos agriculteurs réside dans les subventions de plus en plus considérables que les États-Unis et l'Europe versent à leurs agriculteurs, des subventions que le Canada ne peut égaler. Naguère, les succès obtenus relativement à la vente des produits agricoles sur les marchés internationaux étaient fonction de l'efficacité des cultivateurs; aujourd'hui, ils sont déterminés par l'importance des subventions. S'il compte les agriculteurs les plus efficaces au monde, le Canada n'a pas, par contre, les plus

gros budgets. Il nous faut donc repenser nos politiques de manière à tendre vers un équilibre qui donne une chance à nos agriculteurs.

Le premier ministre a entamé ce processus lorsqu'il a soulevé la question des subventions agricoles au Sommet de Tokyo - c'était d'ailleurs la première fois que les participants se penchaient sur ce dossier. Nous avons vigoureusement poursuivi cette initiative lors de rencontres à Vancouver, en Thaïlande, à Cairns en Australie et finalement en Uruguay, à la réunion du GATT. À Punta del Este, j'ai fait observer que le GATT avait la fâcheuse habitude de négliger les questions agricoles. Aujourd'hui, il s'est défait de cette habitude. Les subventions agricoles seront l'une des priorités de la nouvelle série de négociations et, à ce chapitre, une large part du crédit revient au Canada.

Monsieur le Président, la promotion des droits de la personne est l'une des pierres d'angle de notre politique. Le premier ministre a été catégorique dans les déclarations qu'il a faites sur les droits de la personne durant sa tournée asiatique. J'ai traité de cette question à maintes reprises ici et à l'étranger. En outre, nous avons pris des mesures concrètes à l'appui de nos déclarations. C'est ainsi que, le mois dernier, nous avons modifié notre politique touchant les produits d'exportation contrôlée de façon à interdire l'exportation de matériel militaire vers les pays dont les gouvernements persistent à violer les droits de leurs citoyens.

Le 12 juin, j'ai rapporté à la Chambre la réaction du gouvernement au rapport du Groupe des personnes éminentes du Commonwealth. En août, le premier ministre et six autres dirigeants du Commonwealth se sont réunis à Londres pour étudier le rapport et recommander de nouvelles mesures. Tous ont reconnu que les autorités de Pretoria ne s'étaient d'aucune façon montrées disposées à mettre fin à l'apartheid. Six des pays, y compris le Canada, ont convenu de mettre en place un ensemble de onze mesures pour amener le gouvernement sud-africain à réexaminer sa position. Le gouvernement du Royaume-Uni a convenu, de son côté, de mettre en oeuvre deux mesures nationales ainsi qu'une autre mesure avec ses partenaires de la Communauté européenne.

Les six pays ont demandé au reste du Commonwealth et à la communauté internationale dans son ensemble, et tout particulièrement aux pays qui ont des relations économiques importantes avec l'Afrique du Sud, de faire leur la liste des mesures adoptées. Nous avons été en contact avec ces

pays et nous notons avec satisfaction que les États-Unis, la Communauté européenne et le Japon ont eux aussi annoncé des initiatives en vue d'intensifier la pression sur Pretoria.

Au Canada, nous mettons à exécution le programme arrêté à Londres. Certaines mesures, comme la dénonciation de l'accord de double imposition et la suppression de l'aide gouvernementale relativement aux activités commerciales et d'investissement, étaient déjà en vigueur. En collaboration avec le milieu des affaires, nous avons interdit les nouveaux investissements et mis un terme aux prêts bancaires. En vertu de la Loi sur les licences d'exportation et d'importation, j'ai fait parvenir aux importateurs des avis stipulant qu'il était interdit d'importer d'Afrique du Sud des produits agricoles, de l'uranium, du charbon, du fer et de l'acier. La mise en train des autres mesures est pratiquement terminée et leur effet se fera pleinement sentir dans les semaines qui viennent. Comme le sait la Chambre, j'ai ordonné au bureau sud-africain du tourisme de fermer ses portes, et il est actuellement donné suite à cette décision.

Nous nous penchons maintenant sur les autres mesures que prendra le Canada. Nous espérons sincèrement que les pressions de plus en plus fortes de l'opinion mondiale inciteront le régime sud-africain à se sortir de son isolement, à renoncer à la violence et à mettre un terme à l'apartheid.

Nous croyons que les pressions soutenues offrent les meilleures possibilités d'abolir un système offensant tout en protégeant l'énorme potentiel économique de l'Afrique australe. Le Canada compte continuer de jouer un rôle de chef de file dans la lutte contre l'apartheid.

L'internationalisme constructif est la réponse du Canada à l'interdépendance. Cette formule reconnaît les intérêts légitimes d'autres pays mais ne perd jamais de vue l'intérêt national du Canada. L'internationalisme constructif est la projection à l'étranger de notre propre politique nationale axée sur le compromis et sur le consensus. Il exprime la confiance que nous avons dans notre capacité de promouvoir ce que le Canada a de mieux à offrir. Il marie réalisme et idéalisme. Enfin, il reflète de façon juste, croyons-nous, les aspirations de tous les Canadiens d'un bout à l'autre du pays.